

*Questions orales*

[Français]

**LES TEXTILES ET LE VÊTEMENT****L'IMPACT DU LIBRE-ÉCHANGE AVEC LES ÉTATS-UNIS  
D'AMÉRIQUE**

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale.

Nous savons que son ministère a préparé des études spéciales concernant le vêtement et les textiles en relation avec le libre-échange avec les États-Unis.

Va-t-il rendre publiques ces études et est-il préparé à rendre publics les impacts sur les travailleurs du Québec concernant les résultats découlant du libre-échange avec les États-Unis?

[Traduction]

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, lorsque j'ai vu le député se lever, et l'ai entendu dire que c'est à moi qu'il s'adressait, j'ai vraiment pensé qu'il allait m'interroger au sujet des 82,000 emplois que nous avons créés dans la province de Québec au cours de l'année 1985.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Vous avez vraiment pensé cela?

**M. Stevens:** Pour répondre à la question précise que le député a fini par poser, je tiens à lui dire que nous n'avons tout simplement pas au ministère le rapport spécial dont il a parlé.

Nous étudions depuis un certain temps le secteur des textiles et du vêtement. Au cours des négociations sur l'accord multifibres prévues pour l'été prochain, nous estimons que le Canada doit adopter pour stratégie de maintenir au Canada les emplois qu'occupent les Canadiens dans le secteur des textiles et du vêtement.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, le ministre, je le sais, a été absent un bon moment, mais son ministère a préparé des études sectorielles sur les conséquences du libre échange sur le secteur des textiles et du vêtement.

## LA POSITION DU MINISTRE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, je tiens à poser au ministre une importante question supplémentaire. En mai dernier, lors d'une entrevue qu'il accordait au *Financial Post*, il a déclaré qu'il entendait, dans le cas des secteurs comme celui des textiles...

**M. le Président:** A l'ordre.

**M. Axworthy:** ...garantir de 30 à 40 p. 100 du marché domestique...

**M. le Président:** A l'ordre, je vous prie. Le député sait que je m'efforce autant que possible de ne pas permettre...

**M. Axworthy:** Je pose une question supplémentaire.

**Des voix:** Asseyez-vous!

**M. le Président:** A l'ordre, je vous prie. A l'ordre! Je suis tout à fait disposé à laisser le député poser sa question supplémentaire, mais celui-ci ne doit tout simplement pas la faire précéder d'un préambule. Seulement la question supplémentaire, je vous prie.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, le ministre entend-il respecter l'engagement qu'il a pris en mai dernier de préserver de 30 à 40 p. 100 du marché canadien des textiles pour les fabricants canadiens?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, le député cite en l'occurrence des propos tout à fait hors de leur contexte. Dans l'article dont il parle, je faisais allusion à l'incroyable pénétration de notre secteur des textiles et des vêtements par les produits étrangers, pénétration que le gouvernement précédent avait autorisée.

**M. Broadbent:** Qu'entendez-vous faire à ce sujet?

**M. Stevens:** Ces importations ont augmenté de 20 à 25 p. 100 par année. Le député parle maintenant d'une observation que j'ai faite à savoir que les fabricants étrangers devraient avoir une part honnête du marché canadien des textiles et du vêtement en rapport avec l'ensemble des fabricants canadiens.

**M. Axworthy:** Ce n'est pas ce que vous avez dit.

\* \* \*

**LES ASSURANCES**

## ON DEMANDE UNE ENQUÊTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

**M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État chargée des Finances. Ce matin, la ministre a rencontré des représentants de la Fédération canadienne des maires et des municipalités qui sont venus demander au gouvernement fédéral d'intervenir dans la crise nationale du secteur des assurances.

La ministre est-elle en faveur de la grande enquête fédérale-provinciale sur la situation du secteur des assurances que demande la Fédération?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit à la Fédération, rien de ce qui peut être utile pour trouver une solution n'est exclu pour le moment.

Nous nous sommes entendus—et je pense qu'ils l'ont annoncé à leur conférence de presse—pour demander une enquête en collaboration, qui serait effectuée par les assureurs et le surintendant des assurances, comme le voulait la Fédération, de sorte que nous puissions cerner le problème avec exactitude. Ce que nous essayons de faire, c'est retrousser nos manches, définir le problème qui se pose dans l'immédiat et y trouver rapidement une solution.